

# Internationale socialiste : la refondation ou le déclin

**Gérard Fuchs\***

*\* Responsable du  
département « Coopération  
internationale »  
de la Fondation Jean-Jaurès*

La mondialisation financière sans règles et sans contrôles qui a été engagée il y a plus de vingt ans est aujourd'hui en voie d'achèvement. La crise majeure qu'elle a engendrée à partir de 2008 n'en finit pas, elle, de s'accroître, avec une pauvreté et des inégalités également croissantes. L'Internationale socialiste (IS), qui tenait du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre 2012 en Afrique du Sud son XXIV<sup>ème</sup> congrès, allait-elle enfin, dans ce contexte, prendre conscience des espérances qui demeurent placées en elle et, surtout, du rôle qui peut et doit devenir le sien ? La vie politique engendre rarement des situations en noir et blanc : ce congrès peut laisser espérer que rien n'est encore perdu mais que le temps est maintenant compté pour engager la rénovation en profondeur, voire la refondation, qu'appelle l'actuelle situation du monde.

## UNE REPRÉSENTATIVITÉ EXCEPTIONNELLE

L'atout essentiel de l'IS demeure sans aucun doute le nombre et la qualité de ses membres : ceux qui parlent de construire autre chose ailleurs doivent prendre garde à ne pas oublier cela ! Plus de 160 partis progressistes, sociaux-démocrates, socialistes ou travaillistes, appartenant à près de 140 pays répartis sur les cinq continents, des partis se réclamant des mêmes objectifs de respect des droits de l'homme, de justice sociale et de solidarité : il y a là un capital politique – largement dû à l'engagement personnel de Willy Brandt et de Pierre Mauroy – qu'il ne faut à aucun prix dilapider.



Internationale  
socialiste :  
la refondation  
ou le déclin

Alors bien sûr, une fois posé ce constat satisfait, il convient de conserver sa lucidité. Oui, il y a eu ces dernières années dans l'IS des partis qui n'auraient jamais dû y demeurer : ainsi, notamment, le RCD tunisien, dont l'adhésion après le départ de Habib Bourguiba pouvait se comprendre, mais dont le maintien était devenu inadmissible. On peut le reconnaître d'autant plus facilement que très tôt, écoutant leurs amis dans le pays, nombreux étaient ceux à tirer la sonnette d'alarme. Oui, il y a eu des partis qui n'auraient sans doute jamais dû entrer : tel le Parti national démocrate égyptien, dont peu de pratiques corroboraient la dénomination. Oui, il nous est arrivé aussi, par exemple au temps des dictatures sud-américaines triomphantes, d'admettre des partis dont les convictions démocratiques méritaient respect et soutien mais dont l'engagement progressiste était ou s'est avéré au fil du temps moins convaincant. Dans le même esprit, souhaitons que les engagements pris au Cap par le parti « Russie juste », et qui ont convaincu une majorité de permettre son adhésion, se révéleront fondés.

Mais à l'opposé, l'absence de quelques grandes formations de grands pays émergents doit au moins autant appeler réflexion. Je pense moins ici au statut du Parti communiste chinois, « invité » à nos congrès selon une formule qui peut être adaptée aux circonstances politiques, qu'à celui du Parti du Congrès indien, dont une large fraction est proche de nous, ou à celui du Parti des travailleurs brésilien, certes né à l'extrême-gauche mais aujourd'hui parti de gouvernement. Clairement, ces absences et quelques autres sont regrettables et la réflexion sur le pourquoi des situations précédentes et le comment y remédier doit aboutir.

L'importance de la représentativité de l'IS a reçu en tout cas au Cap une confirmation significative : non seulement le président du pays, Jacob Zuma, a prononcé un long et intéressant discours d'ouverture – c'était après tout naturel, s'agissant d'une adresse à des représentants d'organisations dont la plupart s'était fortement engagée dans le combat contre l'apartheid – mais il a aussi marqué sa considération en assistant à la plus grande partie des travaux.

## UNE GRANDE HOMOGENÉITÉ IDÉOLOGIQUE

L'autre atout essentiel de l'IS est ensuite, actées les insuffisances précédentes, la très grande homogénéité idéologique d'une large majorité de ses membres. Par delà la référence à des valeurs communes, dont l'histoire du mouvement communiste au XX<sup>ème</sup> siècle a montré qu'elle pouvait être sans conséquences sur les pratiques effectives de pouvoir, existent entre les membres de l'IS, élaborées au sein de groupes de travail et adoptées au fil des résolutions de congrès successifs, des analyses très voisines des causes de la crise actuelle, et aussi de ses conséquences.

Premier élément commun d'analyse : c'est la libre circulation des capitaux sans plus de contrôles qui a permis l'établissement d'une économie financière de plus en plus découplée de l'économie réelle. Composant et proposant des produits financiers aux rendements trois ou quatre fois supérieurs à ceux du secteur productif, cette économie financière était nécessairement vouée, même si cet horizon était difficilement datable, à un crash dévastateur. Les opérations de « titrisation », permettant les mélanges les moins imaginables entre produits de natures diverses, ont été un vecteur important de création de la bulle, nourrie par ailleurs grâce à des camouflages par les arnaques les plus traditionnelles du type « pyramide de Ponzi » à la Bernard Madoff.

Deuxième élément : la mobilité des capitaux a favorisé au-delà de toute imagination le développement des paradis fiscaux, places « off shore » et autres trous noirs, au détriment des recettes fiscales d'Etats le plus souvent désarmés devant des délocalisations de revenus ou de bénéfices devenant hors de toute atteinte. En conséquence, c'est le financement des protections sociales, telles qu'établies par des décennies sinon des siècles de luttes ouvrières ou salariales, qui se retrouve aujourd'hui en difficulté, même si d'autres causes liées au progrès technologique et à l'allongement des durées de vie se voient également reconnues.

Le troisième élément d'accord est sans doute le plus original, car il n'allait pas de soi et il faut reconnaître que les discussions internes à l'IS ont joué un rôle important dans son établissement : ce n'est pas la mondialisation en soi qui doit être combattue – elle a permis aussi le formidable essor économique des pays dits émergents, grands ou petits –



Internationale  
socialiste :  
la refondation  
ou le déclin

mais la forme libérale qu'elle a revêtue, fondée sur le seul jeu du marché et le cantonnement des puissances publiques à leurs seules fonctions régaliennes essentielles.

Le dernier élément d'accord que je souhaite mentionner a certainement facilité la réconciliation générale après les tensions liées à l'établissement du précédent : dans tous les pays, développés, émergents ou encore en développement, l'approfondissement de la crise accroît inégalités et pauvreté, alors même que les moyens publics de combattre ces évolutions se trouvent réduits.

Cette communauté d'analyse conduit alors au sentiment partagé le plus important : la conviction que le déclenchement de la crise valide des années et des années d'analyses et de dénonciations exprimées en commun. Mais elle conduit aussi à la question centrale, douloureusement vécue par beaucoup et jusqu'ici restée sans réponse : comment se fait-il que l'IS demeure avec aussi peu d'influence, dans un contexte qui devrait assurer son triomphe et faire venir à elle tous les « indignés » de la planète, individus ou Etats ? Et cela alors même que bien des propositions d'alternatives ont été élaborées et présentées ? La conviction de beaucoup est apparue au Cap que le devenir de l'IS dépend de sa capacité à se saisir véritablement de cette question et à lui apporter alors la bonne réponse : sinon, un véritable déclin deviendrait inévitable...

### POUR DÉPASSER DÉSESPOIR ET IMPUISSANCE : PASSER DU DIRE AU FAIRE

Il est difficile de dire si le désespoir qui gagne aujourd'hui un nombre croissant de citoyens de la planète résulte de leur sentiment d'impuissance ou si ce dernier est le fruit inévitable du désespoir. Une chose paraît néanmoins indiscutable : toutes les institutions internationales en théorie susceptibles d'apporter des remèdes à la crise ont échoué à le faire. C'est vrai s'agissant des institutions spécialisées des Nations unies – Banque mondiale ou Fonds monétaire international (FMI) – ; c'est vrai du tout nouveau G20, enfanté pourtant dans l'allégresse par un G8 devenu enfin conscient de son manque de représentativité ; c'est vrai d'institutions régionales comme celles de l'Union européenne, dont presque tout le monde s'accorde à dire qu'elles ont en toute occasion depuis quatre ans réagi trop peu et trop tard.



Internationale  
socialiste :  
la refondation  
ou le déclin

Il a été écrit plus haut « échouer à faire » et non échouer à dire ! Car si les avertissements du FMI, soulignant les risques de voir des politiques cumulées d'austérité creuser davantage encore les récessions, si les « décisions » du G20, prônant la lutte contre les paradis fiscaux ou l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, si même certaines propositions de la Commission européenne pourtant toujours aveuglée par sa vision uniquement libérale du monde – pensons à ses propositions de grands travaux ou d'une politique énergétique commune par exemple – si rien que cela avait pu passer du dire au faire, le monde se porterait déjà bien mieux que ce n'est le cas !

J'imagine le rictus de ceux qui, en lisant ces lignes, vont se dire que je n'ai rien compris aux forces qui gouvernent ce monde. Qu'ils se rassurent : je conçois tout à fait bien que si le dire ne devient pas du faire, c'est que les forces dominantes qui prospèrent dans la situation actuelle ne voient que des inconvénients à y mettre fin. Un révélateur tout à fait intéressant d'une telle disposition d'esprit peut se lire « objectivement » dans l'évolution des revenus des patrons des firmes multinationales ou des profits des industries du luxe : il y apparaît clairement que ce qui est crise pour une très large majorité n'est pas pour autant une crise pour tous !

Mais quelle relation alors entre cette apparente digression et le congrès de l'IS ? Je crois que la relation peut exister, je pense qu'elle doit exister.

Le 29 août 2012, au congrès du Cap, se produisait un micro-événement, totalement sans intérêt pour le reste du monde mais absolument sans précédent pour les congressistes : deux candidatures ont été déposées pour le poste de secrétaire général. Tout d'abord celle, attendue, du secrétaire général sortant Luis Ayala ; mais aussi celle de l'ancienne présidente du Parti social-démocrate suédois, parti fondateur de l'IS, Mona Sahlin. Personne ne visait à remettre en cause le travail accompli pendant vingt-quatre ans par le sortant : le rôle de Luis Ayala, notamment, dans l'élargissement de l'IS de 1951 au-delà de ses adhérents européens de départ, était reconnu par tous. Mais beaucoup, dont les socialistes français, souhaitaient voir s'engager un nouveau chapitre de l'organisation, un chapitre parfaitement résumé par la phrase centrale de la présentation de candidature de Mona Sahlin : « Je veux que l'Internationale socialiste ne soit plus seulement une voix pour le changement. Je veux qu'elle soit également un outil pour le changement ».



Internationale  
socialiste :  
la refondation  
ou le déclin

Le résultat du vote – 46 voix pour le sortant, 36 pour l'impétrante – a pu décevoir certains. A mes yeux, il est au contraire remarquable, compte tenu du caractère très tardif de la candidature de Mona Sahlin, compte tenu aussi des moyens de conviction de Luis Ayala. La question d'une rénovation en profondeur de l'Internationale socialiste est aujourd'hui posée, elle reçoit un écho significatif, et même les partis les plus absorbés par les difficultés de leur combat national, souvent encore très dures, ne pourront venir aux prochaines réunions sans avoir réfléchi à la question. Mais, le débat lancé, encore faut-il le nourrir. C'est ce à quoi je voudrais ici contribuer à titre personnel, en présentant quelques propositions, nourries par une certaine expérience.

### PROPOSITIONS POUR UNE REFONDATION

Premier problème à régler : si la représentativité de l'IS n'est pas aujourd'hui contestée, les quelques aberrations évoquées au début de cette Note ont eu des répercussions politiques négatives dont il est indispensable d'éviter le retour. L'IS est aujourd'hui une organisation où il est facile d'être accueilli mais difficile d'être exclu (l'unanimité est alors requise). Un nouvel article statutaire indiquant que, dès lors qu'une majorité de membres constate, de la part d'un autre, des manquements graves et répétés à la Charte éthique de l'organisation, le parti concerné cesse de ce fait d'appartenir à l'IS, suffirait à régler la question.

Mais, par delà la question de la représentativité, c'est la question de l'universalité qu'il nous faut aujourd'hui résoudre : pour l'IS comme pour le Conseil de sécurité de l'ONU ou la direction du FMI et de la Banque mondiale, l'absence de présence des grands pays émergents entache aux yeux de beaucoup la légitimité même de ces institutions. En ce qui concerne les Nations unies, la difficulté est, pour ceux qui sont dans les institutions évoquées, d'ouvrir la porte à ceux qui se trouvent derrière. En ce qui concerne l'IS, la difficulté est d'attirer ceux qui ne se reconnaissent pas toujours en elle.

Je crois alors que, pour convaincre ces derniers, deux évolutions doivent être sérieusement envisagées. La première est celle d'un changement de nom de l'IS qui marquerait la volonté, au-delà d'une rénovation même en profondeur, d'une véritable refondation, marquant que les références ne sont plus celles de 1951. Très franchement,



Internationale  
socialiste :  
la refondation  
ou le déclin

si, parmi les conditions à remplir pour attirer le Parti du Congrès indien, le Parti des travailleurs brésilien, voire alors, pourquoi pas, le Parti démocrate américain, figurait le remplacement de « socialiste » par « progressiste », je ne serais pas parmi les opposants au changement.

Reste ce qui est certainement l'essentiel : la mutation de l'IS de « club où l'on dit » à « mouvement où l'on fait » peut-elle sérieusement être envisagée ? Un argument majeur en ce sens est évidemment que, si les progressistes de la planète ne sont pas capables de s'organiser afin d'agir pour un autre monde, personne ne le fera à leur place. C'est l'argument de nécessité qui peut être favorablement accueilli par beaucoup.

Le plus difficile n'est pas là, mais se situe bien dans la question de la crédibilité. Par quel miracle une Internationale progressiste, même à la légitimité incontestable, arriverait-elle à résoudre la contradiction sur laquelle l'Organisation des Nations unies bute sans fin – là où on décide à la majorité (l'Assemblée générale), personne n'a l'obligation d'agir et là où l'on a obligation d'agir (le Conseil de sécurité), l'unanimité est la règle et le blocage quasiment permanent ?

Nous pourrions faire la proposition suivante :

- l'IS devenue Internationale progressiste sélectionne un nombre très réduit d'objectifs, acceptés comme prioritaires par l'unanimité de ses membres (hors abstentions) ;
- ses membres qui sont au gouvernement (il y en a aujourd'hui près de cinquante) s'engagent à mettre en œuvre ces objectifs, éventuellement sous certaines conditions, ou alors justifient de leur impossibilité à le faire ;
- ses membres qui sont dans l'opposition s'engagent à mettre ces objectifs dans leur programme et à les promouvoir dans leurs campagnes, ou alors motivent précisément les raisons de leur refus.

Voyons alors, à travers quelques exemples pas tout à fait pris au hasard, ce que pourrait donner une telle méthode :

- Exemples d'objectifs : l'instauration de la fameuse taxe sur les transactions financières, à un taux minimum de x % ; l'interdiction faite aux banques nationales de n'avoir aucun lien direct ou indirect avec une liste exhaustive de paradis fiscaux ou assimilés ; l'engagement de taxer les importations en provenance de pays ne respectant pas



## Internationale socialiste : la refondation ou le déclin

- quelques règles de base de l'Organisation internationale du travail (reconnaissance des syndicats, du droit de grève, etc.) ; la fixation de l'objectif d'un certain niveau d'émission de gaz à effet de serre par habitant à un certain horizon (ce qui implique des baisses pour les pays les plus avancés mais autorise des hausses pour les autres).
- Exemples de conditionnalités pour les partis de gouvernement : on fait si un assez grand nombre de pays font ; on fixe le niveau de l'objectif en fonction du nombre de pays qui font ; ou, plus brutalement : on ne peut pas car on est minoritaire dans une coalition.
  - L'abstention motivée est, pour les partis d'opposition, la seule justification acceptée pour la non-défense et promotion publique de tel ou tel des objectifs prioritaires de l'Internationale.

Sommes-nous alors, avec ces dernières considérations, au niveau du rêve ? Ou bien est-il imaginable que, d'ici un an, un congrès extraordinaire de l'IS débattre de toutes les propositions qui circulent dans les partis ou les fondations de l'Internationale pour que l'organisation joue enfin le rôle qui doit impérativement devenir le sien ? Cela suppose une implication renouvelée des leaders des partis membres et leur participation active à la présidence de l'organisation pleinement engagée pour l'atteinte de ses nouveaux objectifs. Cela suppose un congrès animé à coup sûr par ceux qui, au Cap, ont soutenu la candidature de Mona Sahlin ; mais aussi, plus largement, par tous ceux qui ont compris, après les échanges du Cap, après le résultat du vote qui est intervenu, et aussi au vu de leurs réalités nationales, qu'il n'est plus d'autre choix, face à la misère croissante d'une majorité dans le monde, qu'une véritable refondation de l'IS. A tous ceux qui refusent le déclin de la communauté progressiste mondiale de se battre maintenant pour un tel congrès !